

## Les indicateurs de richesse ou la fascination du capital

Jean-Marie Harribey

7 juin 2009

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2009/06/07/les-indicateurs-de-riche-esse-ou-la-fascination-du-capital>

Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) vient de rendre public un projet d'avis présenté par Philippe Le Clézio sur « **Les indicateurs du développement durable et l'empreinte écologique** ». Il propose une synthèse sur les insuffisances du PIB comme indicateur de richesse et surtout de bien-être, et il passe en revue les pistes explorées pour construire d'autres indicateurs permettant de prendre en compte les exigences de soutenabilité sociale et écologique. Au passage, il souligne les faiblesses méthodologiques de l'indicateur « empreinte ». Puisque ce rapport se pique de méthodologie, est-il lui-même exempt des faiblesses qu'il est prompt à repérer ailleurs ?

Le CESE commence par confondre monétaire et marchand, et, ce qui en est la suite logique, non monétaire et non marchand. Ainsi, il dit : « chaque fois qu'une activité passe du non marchand au marchand, le PIB augmente » (p. 9), ce qui est faux car le PIB inclut les activités monétaires non marchandes exercées notamment dans le cadre des administrations publiques d'État (éducation, santé) ou des collectivités locales. Le CESE n'aurait raison que s'il s'agissait d'inclure dans le PIB ce qui relève aujourd'hui du non monétaire, projet qu'il serait alors nécessaire de discuter. Puis, il entretient une ambiguïté sur le loisir en regrettant que le PIB ne tienne « aucun compte du "loisir", c'est-à-dire des activités non monétarisées » (p. 9 et 62). Il n'est pas loin de commettre la même erreur que Stiglitz qui souhaite intégrer dans le PIB la « **valeur** » du loisir et du temps libre. À la racine de ces erreurs se trouve la confusion entre valeur et richesse que nous évoquons souvent ici.

Contredisant ce qu'il avait dit précédemment, le CESE livre un commentaire désopilant sur l'intégration du non marchand dans le PIB : « Initialement cantonné aux activités pour lesquelles existent des prix de marché, il a, en 1973, été enrichi avec la prise en compte de certaines activités non marchandes (éducation, santé, administration...), comptabilisées au coût des facteurs, sans tenir compte ni de leur qualité ni des résultats effectifs. On suppose ainsi que la valeur de ces services est, pour les usagers, égale à leur coût de production (alors que celui-ci n'est pas significatif de l'état sanitaire ou du niveau d'instruction d'une population, par exemple) et que leur productivité est constante (avec les difficultés que pose, par exemple, la mesure de celle des enseignants), ce qui revient à les "dévaloriser" par rapport aux biens et services marchands. » (p. 59). Ces deux phrases sont un condensé de toute l'incapacité de la théorie dominante à comprendre quoi que ce soit à ce que sont la valeur et la richesse. Premièrement, ce qui fait la différence entre un prix de marché et l'évaluation des services non marchands au coût des facteurs, c'est que, dans un cas, le profit s'ajoute au coût

de production et, dans le second, il n'y a pas de profit. La différence ne tient donc pas à la question de la qualité ou des résultats pour l'utilisateur. Ici, on retrouve l'illusion consistant à penser que la valeur économique est fondée sur la valeur d'usage, illusion entretenue aussi bien par l'idéologie néo-classique que par ceux qui ont cru répondre de nouvelle manière à la question « **qu'est-ce que la richesse ?** ». Deuxièmement, le coût de production de la santé et de l'éducation n'est pas plus ni moins significatif de l'état sanitaire et de l'éducation que le coût de production des automobiles ne reflète la qualité des déplacements dans les embouteillages. Troisièmement, en admettant que la productivité dans les services non marchands reste constante (ce qui resterait à prouver) et qu'elle augmente dans la production de marchandises, ce sont ces dernières qui seraient dévalorisées. Après cette dernière erreur, il ne reste plus au CESE qu'à proposer la notion de « *valeur ajoutée d'usage durable* » (p. 12) qui est un petit bijou d'embrouillamini. Comment faut-il comprendre cette notion ? Une valeur ajoutée qui aura un usage durable ? Cela ne voudrait strictement rien dire car la valeur ajoutée est un flux monétaire. Une valeur d'usage durable ? Ce serait un signe de soutenabilité véritable, mais cela ne peut être tiré de la valeur économique.

Le CESE se méprend sur la différence entre produit brut et produit net : « le PIB comptabilise comme une production courante la valeur des ressources naturelles mises sur le marché mais néglige les atteintes à l'environnement parce qu'aucun agent n'en supporte les coûts (externalités négatives) ; les mesures classiques du produit intérieur net (PIN) ne tiennent d'ailleurs compte ni de l'épuisement des ressources ni de la dégradation des actifs naturels » (p. 10 et 66). La première partie de cette phrase est exacte, la seconde est erronée car si l'on veut défalquer l'épuisement et la dégradation de la nature, c'est au PIB qu'il faut l'ôter et non pas au PIN.

Le CESE reprend à son compte les notions de capital naturel et de capital humain, sans aucune distance critique par rapport à ces concepts directement issus de l'idéologie néo-classique, tendant à tout réduire à du capital, susceptible de valorisation financière. De plus, « le "capital humain" (non reconnu dans le cadre comptable mais qui représenterait 80 % des richesses d'une économie, voire davantage) » (p. 11) est ici envisagé comme un stock qui pourrait être intégré dans un flux courant de richesse créée !

Le CESE regrette que l'empreinte écologique n'envisage pas la substitution du capital économique au capital naturel (p. 41), après avoir souligné que l'hypothèse de substituabilité relevait d'une conception faible de la soutenabilité (p. 13) !

Le CESE approuve largement l'indicateur habilité par la Banque mondiale, l'épargne nette ajustée, l'une des multiples variantes des indicateurs de développement soutenable imaginés au cours des dernières années : bien-être durable, progrès véritable, PIB vert, etc. Le point commun de toutes ces tentatives est de soustraire du PIB la dépréciation du capital économique et une estimation des dégradations du « capital naturel », mesurée par le coût de réparation, et d'ajouter l'investissement en « capital humain ». Premièrement, il est pratiquement certain que jamais le coût de production des activités réparatrices ne pourra donner la « valeur » de la nature. Deuxièmement, ajouter les dépenses d'investissement en

formation suppose qu'elles ne soient pas déjà comptées dans le PIB en tant qu'activités éducatives ou bien qu'on ajoute un stock de « capital humain » à des flux.

Devant tant d'impasses et de raccourcis méthodologiques, on se dit qu'il doit y avoir une fascination exercée par le capital qui anéantit tout esprit critique. Cela doit être ça le fétichisme.

Je suis conscient que mon commentaire mériterait de plus amples développements, mais que le lecteur me pardonne de renvoyer à des **travaux techniques plus complets** ou à des **écrits plus simples et plus ludiques**.

## COMMENTAIRE(S)

---

14 juin 2009

Bonjour, Merci pour votre réponse argumentée. Je suis très largement d'accord avec ce que vous écrivez, en particulier sur le danger de la monétarisation. C'est pourquoi, le concept d'épargne nette ajustée (qui sera promu très vraisemblablement par la commission Stiglitz) ne me paraît pas (comme vous) répondre au besoin d'indicateurs complémentaires au PIB de nature à éclairer sur les enjeux du développement durable ou tout simplement du bien être de tous. Un vrai clivage oppose, me semble-t-il, les travaux d'experts économiques, dont la compétence est indiscutable mais qui expriment un point de vue de techniciens non dénué d'a priori idéologiques, et ceux, qui sans pour autant se priver de leurs éclairages nécessaires, s'appuient sur les besoins de la population et ceux des corps intermédiaires en termes d'indicateurs. Je sais que cette préoccupation rejoint l'approche qui est la vôtre aussi bien telle qu'elle s'exprime dans vos travaux (en particulier sur la distinction entre croissance et développement) qu'en tant qu'un des principaux responsables d'ATTAC. Bien cordialement, Arsib.

13 juin 2009

Merci Arsib pour votre commentaire, critique, à son tour, ce qui est parfaitement bienvenu, car cela m'oblige à préciser certaines choses, voire à les nuancer. Je reprends vos remarques en suivant la pagination que vous donnez. p. 9 : Je critiquais la confusion fréquente entre monétaire et marchand et entre non monétaire et non marchand. Si on inclut dans le PIB du monétaire non marchand ou du non monétaire qui n'y étaient pas, le PIB augmente. Mon propos visait à souligner que le PIB contient déjà aujourd'hui un grand nombre d'activités monétaires non marchandes, et que si on en intégrait encore d'autres qui n'y figurent pas, le bien-être ne serait pas modifié. De plus, la "valeur économique du loisir ou du temps libre" qu'on inclurait dans le PIB est une absurdité, je le maintiens. p. 59 : Le point que vous soulevez est celui qui constitue le noeud de la controverse que j'ai depuis des mois avec Jean Gadrey et les membres du groupe FAIR sur le renouveau des indicateurs de richesse. Le prix de marché des marchandises et le "coût des facteurs" pour les services non marchands ne donnent aucune indication sur la qualité des produits. C'est vrai dans les deux cas et il n'y a aucune spécificité des services non marchands à ce sujet. Les indicateurs monétaires sont incapables, par définition, de rendre compte de la valeur d'usage, durable ou non durable. En voulant "à tout prix" réintroduire ce qui ressortit à la valeur d'usage dans une évaluation monétaire, on retombe obligatoirement dans l'ornière néo-classique qui confond valeur d'usage et valeur d'échange. p. 11 : J'aimerais que la mise en italique des concepts de capital naturel, humain, social, signifient une distance critique à leur égard. Cette hypothèse est peu vraisemblable tellement ces concepts sont aujourd'hui malheureusement intégrés au discours dominant la "science" économique. p. 41 : Qu'il y ait une substitution possible partielle, personne ne le nie. En sens inverse, une grande partie des protagonistes de ce débat pareient sur la substitution infinie possible. Je n'ai pas noté que le CESE faisait référence à la notion de facteur limitant. p. 73 à 75 : Il ne m'a pas semblé qu'en rapportant l'état actuel des travaux de la commission Stiglitz le CESE prenait des distances vis-à-vis de la notion d'épargne nette ajustée de la Banque mondiale. Bien cordialement. JMH

08 juin 2009

Bonjour, Votre article fort argumenté m'a incité à lire cet avis. Je trouve vos critiques un peu excessives voire injustes : - page 9 : il est vrai que le passage du non marchand au marchand (cas d'une prestation gratuite devenant payante) augmente le PIB au moment où est réalisé ce passage et inversement que le passage du marchand au non marchand le fait baisser (comme dans le cas célèbre, cité dans l'avis, où un célibataire épouse sa femme de ménage). L'intégration progressive dans le PIB de certaines activités non marchandes depuis le début des années 1970 (sur des bases pas totalement satisfaisantes) a ainsi fait augmenter le PIB à due concurrence lors de cette intégration (cf. page 59). de plus, il est un fait que le PIB ne tient pas compte des activités domestiques, du loisir, qui occupent une place importante dans la vie des gens et ne peut donc pas être considéré comme une mesure sérieuse de la "richesse" comme on le présente trop souvent ; - page 59 : si la différence entre prix de marché et évaluation des services non marchands au coût des facteurs tient à l'existence ou non du profit, il faut bien reconnaître que ce coût ne donne aucune indication sur la qualité des prestations (les dépenses de santé en pourcentage du PIB peuvent ainsi être inférieures en France à celles des Etats-Unis sans pour autant que ce pays ait de meilleures performances en termes sanitaires (cf. OMS). Et si leur productivité est considérée comme constante, cela signifie implicitement que ce n'est pas là que l'on peut réaliser des gains de productivité (qui sont valorisés, au sens de recherchés, dans la société capitaliste). Je comprends enfin la notion de "valeur ajoutée d'usage durable" comme une critique des critères d'efficacité économique en vigueur, visant à prendre en compte les aspects qualitatifs du développement (que vous mettez bien en évidence dans vos travaux) ; - pages 10 et 66 : le PIN ne tient compte que de la dépréciation du capital fixe, il n'est donc en effet pas net de l'épuisement des ressources ni de la dégradation des ressources naturelles (pourtant de plus en plus problématiques) ; - page 11, il est vrai que les expressions capital naturel, capital humain, capital social sont utilisées par le CESE mais je note qu'elles apparaissent en italique et entre guillemets, ce qui semble indiquer une certaine distance critique ; - page 41 : le texte note, au titre des "réserves" concernant l'empreinte écologique, qu'il n'y a pas du tout de substituabilité du capital naturel avec le capital économique, ce qui est une hypothèse extrême promue par les défenseurs de la thèse de la durabilité forte (cf. page 13) dont la véracité reste encore à démontrer dans toute son acception (sans verser dans la durabilité faible : des substitutions sont sans doute possibles dans certains cas) - pages 73 à 75, le CESE ne fait que rapporter l'état d'avancement des travaux de la commission Stiglitz (le dernier alinéa de l'encadré est d'ailleurs très critique). Merci donc pour vos critiques constructives qui permettent d'affiner la réflexion. Je regrette toutefois que vous n'ayez pas noté la pertinence et le caractère innovant des recommandations formulées par le CESE qui visent notamment à associer les citoyens et les organisations de la société à la définition et au choix des indicateurs du développement durable (à l'opposé de la commission Stiglitz, quelle que soit par ailleurs la qualité de ses travaux). Des orientations que je trouve très positives pour la démocratie et la vitalité du débat public sur ce qui compte vraiment pour les gens. Bien cordialement, Arsib